

Synthèse de la réunion en Mairie de LA RÉOLE **GROUPE ALLIANCE ETIQUETTES (SO LABELS)** du 3 avril 2023 en présence du représentant du Conseil régional

Etaient présents :

- Bruno Marty (maire de La Réole)
- Hervé Salomon (directeur du pôle développement économique Région Aquitaine)
- Frederic Mellier (conseiller régional)
- Mario Ciona (secrétaire général syndicat du livre Filpac CGT Bordeaux)
- Francis Zaghet (président de la communauté de commune réolais et maire de Pondaurat)
- Les membres élu(e)s Filpac CGT du CSE So Labels

Répondant à un besoin des salariés et de leurs représentants du personnel, la Mairie de la Réole a organisé une table ronde au sujet de l'annonce du projet de fermeture de l'imprimerie SO LABEL sur la Réole. Après avoir remercié nos interlocuteurs, il nous est proposé de faire un point sur la situation et nous rappelons qu'en complément nous avons envoyé à nos interlocuteurs du jour un point à date ainsi que nos attentes pour cette réunion (voir annexe à ce compte rendu).

I est anormal de projeter des licenciements économiques collectifs alors que le GROUPE ALLIANCE ETIQUETTES se porte à merveille, et que les produits à forte valeur ajoutée de SO LABELS ont été déviés vers d'autres entreprises du groupe. Nombre d'articles de presse ou de communiqué véhiculés par LinkedIn font la part belle à un groupe qui occulte pourtant ses nombreuses restructurations. Au-delà des fermetures de sites, sur SO LABELS, ce n'est pas moins de 8 ruptures conventionnelles

Aucune volonté d'ALLIANCE ETIQUETTES de maintenir le site, aucune proposition à une éventuelle reprise extérieure, d'un quelconque investisseur, industriel ou imprimeur.



qui ont été obtenues par la direction récemment !

- Ce groupe manque cruellement de transparence. Des investissements auraient été possibles pour maintenir les emplois, garder une production traditionnelle avec un circuit court pour une clientèle SUD-OUEST et au besoin pourquoi ne pas revenir à une production adhésive dont Maumy impression a été privé en 2018 (et pourquoi pas une production flexo ?).
- Les élus ont signalé à la direction qu'ils auraient pu être consultés, intéressés à la problématique, aux difficultés éventuelles de l'entreprise, à la réorganisation de l'activité, ce à quoi il leur a été répondu : « **Depuis quand on consulte les employé(e)s (?)** »
- Aucune volonté d'Alliance Etiquettes de maintenir le site, aucune proposition à une éventuelle reprise extérieure, d'un quelconque investisseur, industriel ou imprimeur. Ce n'est pas la volonté du groupe, le mieux est d'évincer la concurrence. Le directeur actuel du site a fermé 3 entreprises. Le but ultime du rachat de



filpac cgt

SYNDICAT DU LIVRE DE BORDEAUX

• Bordeaux, le 3 avril 2023

Sud-Ouest Etiquettes et de Maumy impression était une stratégie de récupération de carnet de commande et de parts de marché notamment celui des médailles (concours de Paris, Mâcon, Lyon...), sans compter celui de l'adhésif.

- Tout cela était planifié, nous avons à notre sens, servi d'entreprise tampon en attendant que le site sur Doué en ANJOU soit opérationnel et que tout a été fait pour mettre So Labels en difficulté, peut-être même en baissant les marges des sous-traitances intra groupe, plus précisément celles de chez LAULAN dont nous étions ni plus ni moins la succursale inavouée.

- Nous étions sur le point d'obtenir la reconnaissance d'une Union Economique et Sociale déjà évoquée à plusieurs reprises pour avoir un fonctionnement CSE d'une entreprise de plus de 50 salarié(e)s, une capacité à recourir à des expertises et un meilleur accompagnement, de ce fait, dans nos reclassements professionnels et substantiels.

- Les élus de la mairie ont été accueillis de manière peu courtoise par la direction de SO LABELS sur le site et la demande de clarification, notamment des comptes et des problèmes économiques faite par les élus, n'a pas été apportée par le groupe. Ils avaient été plus agréables lorsqu'il s'agissait d'obtenir de l'aide pour l'agrandissement du site il y a quelques années...

- **Depuis 2018, c'est 180 000€ que le groupe ALLIANCE ETIQUETTES a obtenu de la Région Nouvelle Aquitaine.** Ces subventions ont été accordées à une entreprise qui ne publie cependant pas ses comptes. Cela reste en travers de la gorge des représentants du Conseil Régional. Les re-présentants de la Région poursuivront les discussions en d'autres lieux sur de telles situations.

- Frédéric Mellier va sensibiliser le conseil Régional du Pays de la Loire pour connaître les aides obtenues sur le territoire pour le développement de la société qui va prendre l'activité de SO LABELS et aviser les conseillers régionaux des pratiques du groupe ALLIANCE ETIQUETTES.

- Les interlocuteurs du ministère du Travail vont être sollicités par la Région et la Mairie pour

étudier de près la situation au sein de SO LABELS du GROUPE ALLIANCE ETIQUETTES et tenter de comprendre les stratégies du fonds de pension CHEQUERS CAPITAL notamment du fait de ses investissements voire délocalisation à l'étranger.

- La Chambre de commerce de Bordeaux va être sollicitée afin notamment de savoir si un maintien des machines, des savoirs-faire et du site peuvent être envisagés par un repreneur.

- Quel avenir se fixe ALLIANCE ETIQUETTES concernant les outils de production ?

- La réflexion sur la préemption du terrain par la mairie est portée par les représentants du personnel. Les élus du personnel demandent également aide pour analyser les quelques chiffres comptables qui leur ont été communiqués. Les représentants de la Région Aquitaine proposent aux RP de se rapprocher du cabinet cité dans le document qu'ils ont rédigé pour la rencontre du jour (SECAFI ALPHA).

- Il en est ressorti que, puisqu'il est souvent difficile de peser dans les entreprises de moins de 50 salariés, il faut réussir à faire du bruit et sensibiliser ainsi les « hautes autorités » pour se faire entendre et être aidé. A ce sujet une réflexion est abordée pour envisager une action sur le site de Pineuilh de l'imprimerie LAULAN, où sur le siège à Bordeaux, voire en Anjou ? Des soutiens sont annoncés.

- Une nouvelle table ronde va être demandée cette semaine avec la participation de la direction de l'entreprise voire du groupe ALLIANCE ETIQUETTES.

Elus, pouvoirs publics, salariés et leurs représentants, mais aussi citoyens, ont bien toutes les raisons de demander des explications à Monsieur LAULAN et à l'ensemble des actionnaires d'ALLIANCE ETIQUETTES.

LA SECTION SYNDICALE DE SO LABELS

LE SYNDICAT DU LIVRE CGT DE BORDEAUX
44, cours Aristide Briand – 33000 Bordeaux
05 56 91 69 22

livrebordeaux@gmail.com

La Réole, le 20 mars 2023,

Nos réf. : BM/TD/CB 2023 - 59

Objet : Situation de l'entreprise So Labels - La Réole

Monsieur le Préfet,
Monsieur le Commissaire aux restructurations
et à la prévention des difficultés des entreprises,

Mon attention a été attirée sur la situation de l'entreprises So Labels à La Réole. En effet, le 24 février 2023 en CSE, le groupe Alliance Etiquettes a annoncé à ses 25 employés que l'imprimerie d'étiquettes de vin So Labels allait fermer ses portes en juin.

Lorsque j'ai interrogé les dirigeants de l'entreprise, peu de chiffres permettant d'objectiver la situation. Après une recherche dans la presse économique, il apparaît que le chiffre d'affaires du groupe Alliance Etiquettes n'a pas cessé de progresser, y compris au cœur de la pandémie : 70 millions en 2019, 72 millions d'euros en 2020. Avec sa stratégie d'acquisitions, le groupe aurait atteint un chiffre d'affaires annuel de 95 millions d'euros en 2021 et un montant de 120 millions d'euros a été annoncé aux salariés pour l'année écoulée.

Au vu de la progression constante du chiffre d'affaires, cette fermeture ne paraît pas opportune, d'autant qu'il semble que la stratégie du groupe a plutôt été de privilégier l'investissement sur d'autres sites industriels, en France mais aussi à l'étranger (Italie), que le renouvellement de l'outil de production du site réolais.

Une telle décision entraîne la suppression de 25 emplois permanents, sans parler des emplois temporaires et de l'impact économique sur un territoire qui reste fragile.

C'est pourquoi je me permets de solliciter votre soutien et votre expertise, prioritairement sous la forme de prévention afin d'établir un plan d'action pour la transformation de l'entreprise ou sous la forme d'un appui opérationnel à sa restructuration.

L'ensemble des collectivités du territoire sont mobilisées et participeront aux discussions autour du devenir du site.

En espérant que ce message saura retenir votre attention, je me tiens à votre entière disposition.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, Monsieur le Commissaire aux restructurations et à la prévention des difficultés des entreprises, en l'assurance de mes respectueuses salutations.

Le Maire,
Bruno Marty

